

|  |  |                                     |  |  |
|--|--|-------------------------------------|--|--|
|  | gouvernance numérique<br>entrepreneuriat numérique<br>création d'emplois<br>compétences/compétences numériques<br>services numériques  |                                     | <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> |
|  | <u>Connectivité</u><br>Tags: transports<br>contacts interpersonnels<br>énergie<br>connectivité numérique   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> |
|  | Migration  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>   |
|  | Réduction des inégalités   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>   |
|  | COVID-19   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>   |
| <b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>  |  |                                     |  |  |
| <b>12. Montants concernés</b>  | Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA<br>Coût total estimé: 12 000 000 EUR<br>Montant total de la contribution du budget de l'UE EUR 12 000 000 EUR.<br>Etats membres souhaitant contribuer à l'IEE Europe-Bénin: « Investir pour un Port de Cotonou durable » : Belgique, France, Pays-Bas. Il est également attendu un soutien de la Banque européenne d'investissement (BEI). |                                     |  |  |
| <b>GESTION ET EXÉCUTION</b>  |  |                                     |  |  |
| <b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b> | <b>Gestion directe</b> par : Subventions<br><b>Gestion indirecte</b> avec : ENABEL - Agence belge de développement   |                                     |  |  |

## 1.2. Résumé de l'Action

Située de part et d'autre de la frontière entre le Bénin et le Togo, la réserve transfrontalière du Mono s'étend sur la plaine alluviale, les zones du delta et les rives du fleuve Mono. Elle est composée d'une mosaïque de paysages et d'écosystèmes comprenant des mangroves, de la savane, des lagunes, des plaines inondables ainsi que des forêts. Elle a été officiellement reconnue et intégrée au réseau mondial du programme « Man and the Biosphere (MAB) » de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 2017. Elle fait partie d'un ensemble plus vaste de zones humides d'importance internationale (sites faisant partie de la liste de la « Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau » – Convention de RAMSAR), interconnectés, tous le long du littoral béninois et togolais. Ces différents écosystèmes abritent une diversité d'espèces florales et fauniques dont certaines sont menacées aussi bien dans la sous-région que sur le plan international (tortues marines, lamantins d'Afrique, hippopotames, oiseaux migrateurs paléarctiques, singes à ventre rouge, etc.).

Dans sa partie béninoise, la réserve abrite actuellement près de 2 millions d'animaux. Elle fait face à une poussée démographique et à une exploitation importante de ses ressources naturelles. Dans un futur proche, la réserve sera également impactée par la construction du barrage hydroélectrique d'Adjarala en amont du fleuve Mono et par l'aménagement d'une vaste zone touristique à proximité de l'embouchure du Mono. Enfin, la zone sera touchée par le développement de l'écosystème portuaire et du corridor logistique reliant les pôles économiques de Lagos (Nigéria), d'Accra (Ghana) et d'Abidjan (Côte d'Ivoire).

Souhaitant à la fois promouvoir une croissance durable, anticiper les effets néfastes des grands aménagements économiques et contribuer à la lutte contre le changement climatique, le Programme d'Action du Gouvernement (Le